



INTERVIEW



**Christian KUNSCH**

*Président du MOC*

Richard WILKINSON & Kate PICKETT, *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Paris, Les Petits matins, 2013, 512 pages.

## « Nous avons besoin d'un électrochoc social ! »

À quelques semaines des élections, Christian Kunsch dévoile ses cartes. Il revient sur ses premiers pas en tant que président du MOC, évoque l'avenir du mouvement, tire un bilan critique de la législature et met en garde : derrière les politiques d'austérité se cache une volonté d'attaquer notre modèle de protection sociale.

### *Christian, quel bilan tires-tu de ces premiers mois en tant que président du MOC ?*

Un bilan très positif, même s'il me faudra encore du temps pour prendre connaissance de tout ce qui se fait dans le mouvement. Je suis frappé par le foisonnement d'idées, de projets et d'initiatives. Tout cela démontre le dynamisme du MOC. Ces premiers mois m'ont également convaincu qu'au vu du contexte politique actuel, le MOC a toute sa raison d'être. Et malgré nos difficultés financières, nous ne sommes pas à genoux et nous restons en ordre de marche. Je suis ravi de la pertinence des actions portées dans les régions. Il y a des choses remarquables qui se font en éducation permanente et en insertion socioprofessionnelle. Je n'ai d'ailleurs rencontré que des gens enthousiastes dont l'objectif est d'aider les laissés-pour-compte de notre société. Le « voir-juger-agir » de Joseph Cardijn a encore toute sa pertinence. Lutter contre l'analphabétisme, contre les difficultés sociopsychologiques, remettre les gens debout alors que les aléas de la vie les ont mis à genoux, elle est là l'action du MOC. Nous ne sommes pas du tout dans une logique occupationnelle, on agit de manière multidimensionnelle. Enfin, je suis frappé par les nombreux jeunes qui portent les différents projets. Cela veut dire aussi que le MOC a de l'avenir.

### *Mais il faudra quand même sortir de cette crise financière.*

Tout à fait. Il faut s'en sortir sans casser ce formidable outil. Quand je visite les régions, on me montre les magnifiques réalisations des services du MOC,

ce qui est très enthousiasmant. Vient ensuite la question des finances. Là, c'est plus compliqué. Il y a un paradoxe : nos activités fonctionnent bien, mais on voit nos moyens financiers diminuer. Pourtant, les besoins en éducation permanente et en insertion socioprofessionnelle sont énormes. Nous avons besoin de moyens pour toucher notre public qui est majoritairement composé de personnes en difficultés. Il faut donc qu'on fasse preuve d'imagination et d'innovation. Concernant les organisations du MOC, elles restent dynamiques, même si elles vivent également des situations financières compliquées. Mais surtout, elles me rappellent constamment qu'elles comptent encore énormément sur nous.

### *Comment sont nos rapports avec le monde politique ?*

Ils sont plutôt corrects. Manifestement, sur la charte associative, Ecolo a apprécié nos interpellations. Il reste au PS et au CDH à revenir à l'avant de la course. Sur ce dossier-là, comme sur d'autres (l'aménagement du territoire, par exemple), on est écoutés parce que nos analyses sont justes. Nos propositions ne laissent pas indifférent. Il est important de pouvoir dialoguer avec le monde politique de manière constructive, car les chantiers sont nombreux. Et la bonne volonté politique ne suffit pas.

### *Quel est le message politique du MOC à la veille des prochaines élections ?*

Je tiens à attirer l'attention sur le fait que notre regard n'est pas rivé sur des échéances électorales. Nous effectuons un travail en amont et on sait qu'il



ne s'arrêtera pas aux élections. Nous sommes sur des combats permanents. Alors, oui, nous avons une préférence pour un certain type de coalition, mais il ne faut pas se bercer d'illusions. La législature qui se termine ne fut pas bonne : transfert de compétences en sécurité sociale, limitation dans le temps du paiement des indemnités de chômage... Les débats de demain sont déjà les débats d'aujourd'hui. Mon message est qu'il faut à tout prix maintenir notre système de protection sociale. Je perçois un risque de basculement du modèle. Il ne faut pas segmenter les débats en fonction des niveaux de pouvoir. Les questions d'emploi, d'environnement et de protection sociale sont présentes au niveau régional, fédéral et européen. Tout est lié, même si les nationalistes veulent nous faire croire que quand on saucissonne, tout va mieux. Ce n'est pas vrai : on ne peut mener une politique économique nationale sans tenir compte de ce qui se passe au niveau européen. De plus, on sent un discours néolibéral de plus en plus puissant et j'ai bien peur que, quels que soient les résultats des élections, ce courant ne faiblisse pas. Les élections ne vont donc pas se résumer au score que fera la N-VA. D'ailleurs, la coalition actuelle n'a pas eu besoin de ce parti pour faire des dégâts. Cela pourrait être encore le cas lors du prochain scrutin.

***Les organisations du MOC sont inquiètes au sujet du prochain transfert de compétences. Pourquoi ?***

Il faut redire que c'est un échec d'avoir cassé la solidarité fédérale en transférant des compétences d'allocations familiales et de santé aux Régions. La Sécu représente un filet de sauvetage qui permet à des gens de ne pas basculer dans la pauvreté. De plus, on sait comment on transfère, mais pas encore comment on réceptionne ces matières. Il y a trois grands aspects qui m'inquiètent : l'aspect de la gouvernance, l'aspect du financement et la continuité de la qualité du service rendu.

Au niveau de la gouvernance, il y aura bien un Organisme d'intérêt public. On sait que dans toute

une série de domaines, il y a des commissions d'avis où l'on retrouve des employeurs, des travailleurs, des usagers. C'est par exemple le cas avec le Conseil économique et social de la Wallonie et celui de la Région bruxelloise. Par contre, au niveau de la sécurité sociale, c'est le principe de la codécision qui est d'application. Quand il y a eu des problèmes de financement en Sécu et qu'on est passé à la gestion globale des cotisations, cela s'est fait avec l'aval des partenaires sociaux. À l'INAMI, il y a des décisions prises par des interlocuteurs sociaux identifiés. La politique tarifaire se négocie entre prestataires et mutualistes. Cela marche bien. Les partenaires sociaux et les prestataires de soins doivent donc continuer à être impliqués dans la décision. Aujourd'hui, cette question n'est pas réglée. Il existe un risque que sous un couvert quelconque, on dénature le modèle de négociation.

Au niveau du financement maintenant, le transfert de compétences se greffe à une situation de déficit des finances publiques. Les Régions devront faire des efforts, car on ne transférera pas 100% des moyens nécessaires. Mais si une région n'a pas suffisamment de moyens financiers, elle fait quoi ? J'entends qu'en Flandre, on pourrait diminuer de 10% les montants versés aux personnes hébergées en maison de repos, ce qui augmenterait *de facto* le coût supporté par les résidents.

***La fiscalité est le thème central de la campagne. Faut-il s'en réjouir ?***

La fiscalité, c'est le cœur de notre modèle social. C'est donc une très bonne chose que ce thème soit débattu lors de la campagne. Nous devons le dire et sensibiliser la population : diminuer les impôts signifie renforcer la logique de marché dans des domaines normalement financés par les pouvoirs publics. Les libéraux parlent d'électrochoc fiscal, moi je dis que nous avons besoin d'un électrochoc social ! Les politiques d'austérité cassent la mécanique économique interne, le marché intérieur. En limitant le pouvoir d'achat des gens, on touche au chiffre d'affaires de nombreux secteurs, notamment



celui de la distribution. Les entreprises qui réalisent l'essentiel de leur chiffre d'affaires ici en Belgique n'ont aucun intérêt à ce qu'on mène une politique d'austérité qui limite le pouvoir d'achat des gens. Même le FMI le dit. Il faut rappeler l'exemple de la Grèce qui n'est pas encore sortie de la crise, malgré cinq années d'énormes sacrifices sociaux. Le pouvoir d'achat a diminué de 30% et 40% des Grecs n'ont plus de couverture de santé. Chez nous, ce qu'on a fait aux chômeurs est totalement contre-productif. Ce sont des politiques purement idéologiques, car ce n'est pas la solution miracle pour équilibrer les finances publiques. Ce n'est pas cela qui va relancer la demande intérieure. Je suis aussi inquiet de la concurrence qui existe entre pays européens. Elle est presque plus forte qu'avec les pays du Sud dans lesquels il n'existe globalement ni protection sociale ni défense des travailleurs. Avant, on pouvait encore jouer avec la monnaie et les taux de change. Aujourd'hui, on fait pression sur les salaires. C'est un appauvrissement assez généralisé.

Mon message est qu'il faut défendre la sécurité sociale et contrecarrer cette tendance qui fait insidieusement glisser notre modèle vers l'assistance. J'entends que le MR veut diminuer de 200 millions les frais de mutuelle. Qu'est ce que cela veut dire ? C'est démagogique. Il en va de même avec la gestion future des matières transférées. On veut raboter les frais d'administration des organisations sociales qui gèrent la sécurité sociale. Leur légitimité est remise en cause. On est loin d'une simple opération financière. On est dans un changement de modèle. Il semble donc que nous dérangions.

**En se positionnant sur le partenariat transatlantique<sup>1</sup>, le MOC s'investit également dans les enjeux européens.**

Tout à fait. Les questions européennes englobent les questions fédérales et régionales. Il doit exister une cohérence entre ce que les partis proposent au niveau européen et au niveau national. Je pense que l'idée européenne a encore un bel avenir à condition que les politiques européennes ne se résument pas simplement au libre marché. Il est impératif de réaffirmer la dimension citoyenne et sociale de l'Union européenne. Concernant le partenariat transatlantique, il charrie de nombreux effets pervers européens et révèle l'opacité des décisions européennes. Or, idéalement, nous devrions retrouver au niveau européen ce que nous avons créé en Belgique en termes de solidarité.

Il faut des pouvoirs publics qui aient la capacité et la volonté de réguler, car les acteurs économiques ne sont pas enclins spontanément à se soucier du bien commun, des politiques sociales et de l'environne-

ment. Dire que le TTIP va créer des milliers d'emplois est un mirage. On le sait bien, la croissance d'aujourd'hui ne fait plus les emplois de demain.

**La crise n'est-elle pas une opportunité pour réaffirmer l'importance de l'éducation permanente ?**

En période électorale fleurit la politique des slogans. Or, pour démonter un slogan, il faut discuter avec les gens. Il faut élargir leur champ de vision et les écouter. Donc, l'éducation permanente a toute sa pertinence pour contrer le discours anti-impôt, par exemple. Il faut expliquer aux gens qu'une diminution d'impôts va affecter les moyens de l'enseigne-

“ Le PTB force les partis traditionnels à ne pas oublier certains débats. Je trouve que c'est salubre. ”

ment, de la justice, des transports en commun, de la culture. L'éducation permanente permet de réaffirmer le rôle de la solidarité. Elle permet également de mettre à l'agenda des thèmes oubliés de la campagne, comme l'immigration et la santé.

**L'émergence d'un petit parti à la gauche du PS est un des faits marquants de cette campagne. Comment le MOC se positionne-t-il face à celui-ci ?**

C'est inhérent à notre système électoral proportionnel. Pour gagner des voix, les partis traditionnels ne vont pas se radicaliser, mais cherchent à grignoter dans l'électorat du parti voisin. Il y a une perméabilité entre les partis traditionnels. Cela ouvre le champ à des partis plus radicaux.

Nous venons d'une longue période sans partis d'extrême gauche. Fatalement avec ce qui vient de se passer, il n'est pas étonnant que des partis situés à gauche du PS se remusclent. C'est bon pour le débat. Mais tant à la gauche de la gauche qu'à la droite de la droite, on doit vérifier qu'on reste bien dans un cadre démocratique. Au niveau des idées, on ne peut pas dire que le PTB ait tout faux. Il a eu le mérite de dire que plus une entreprise augmente ses gains, moins elle paie d'impôts. Ils ont aussi des analyses en matière d'accès à la santé qui méritent d'être entendues. Le PTB force les partis traditionnels à ne pas oublier certains débats. Je trouve que c'est salubre.

Propos recueillis par François Reman



<http://www.moc.be>

1. Voir l'article de Xavier Dupret : « Un accord de partenariat transatlantique très suspect », *Démocratie*, novembre 2013, n°11, pp.2-4.

